

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre

Orléans, 21 MARS 2014

Unité territoriale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**Société CIDEME**

-----  
**Commune de GIEN-ARRABLOY**

-----  
**Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

*PJ – Projet d'arrêté préfectoral complémentaire*

### **I – Présentation de l'établissement**

La société CIDEME exploite sur le territoire de la commune de GIEN-ARRABLOY une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI). Cette société appartient au groupe TIRU (Traitement Industriel des Résidus Urbains), groupe spécialisé dans la valorisation énergétique des déchets.

Elle dispose pour ce faire des installations suivantes :

- une zone de réception des déchets constituée d'un pont bascule et d'un portique de radioactivité,
- une fosse d'entreposage des déchets bruts d'un volume de 1 600 m<sup>3</sup> ;
- une chaîne de préparation des déchets dans laquelle sont notamment réalisées les opérations de déferailage, de broyage et de criblage des déchets ;
- une fosse d'entreposage des déchets broyés d'un volume de 900 m<sup>3</sup> ;
- une unité d'incinération avec récupération d'énergie constituée de 2 fours à lit de sable fluidisé d'une capacité unitaire de 5 tonnes/heure à PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) de 10 040 kJ/kg ;
- deux plate-formes de superficies respectives de 3 100 m<sup>2</sup> et 3 990 m<sup>2</sup> permettant la maturation des mâchefers produits par les installations.

Le site est également équipé d'une filière de traitement des DASRI par incinération (ligne d'injection spécifique des déchets).

L'énergie thermique produite lors de l'incinération des déchets est valorisée sous forme d'énergie électrique par production de vapeur alimentant un turboalternateur de 5 500 kW électrique.

Les activités exercées par la société CIDEME sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2012 autorisant la société à poursuivre l'exploitation de l'unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risques infectieux de GIEN-ARRABLOY (mise à jour administrative des activités et actualisation des prescriptions).

L'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 vise une capacité maximale d'incinération n'excédant pas 78 000 tonnes/an.

Sur les déchets admissibles au sein des installations, les quantités pour certaines catégories sont limitées pour :

- les DASRI : 7 000 tonnes/an ;
- les ordures ménagères: 5 000 tonnes/an (tonnage inclus dans les 78 000 tonnes autorisées lié aux arrêtés techniques ou fortuits des centres de stockage dans les départements limitrophes du Loiret) ;
- les boues de station d'épuration : 1 000 tonnes/an (exprimées en matières sèches).

## **II – Situation administrative de l'établissement**

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive « IED », adoptée le 24 novembre 2010, est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive est issue de la fusion de sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive « IPPC », reprise au chapitre II de la directive 2010/75/UE.

L'identification des installations visées par la directive « IED » s'effectue par l'intermédiaire des nouvelles rubriques « 3000 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, introduites par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013.

Au regard de ces évolutions réglementaires, la société CIDEME s'est positionnée sur le classement de ces activités au regard des rubriques « 3000 » précitées.  
L'actualisation de ce classement est reprise dans le tableau présenté ci-après.

De plus, l'arrêté préfectoral du 17 juin 2013, autorisant la société CIDEME, pour une durée de trois années (jusqu'au 17 juin 2016), à exercer des activités de transit, regroupement et traitement de mâchefers de l'unité d'incinération de VILLEFRANCHE SUR SAÔNE, a modifié la situation administrative de l'établissement en incluant notamment :

- l'activité de traitement des mâchefers provenant de l'unité d'incinération de VILLEFRANCHE SUR SAÔNE pour un volume autorisé de 8 100 tonnes (activité classée au titre de la rubrique 2716 sous le régime de l'autorisation) ;
- l'activité de traitement mobile des mâchefers précités visant à la séparation des produits ferreux et non ferreux pour une capacité autorisée excédant le seuil des 10 tonnes journalières (activité classée au titre de la rubrique 2791 sous le régime de l'autorisation).

Par courrier en date du 9 janvier 2014, l'exploitant a fait part à Monsieur le préfet que les activités précitées n'ont et ne seront jamais opérées sur le site de GIEN-ARRABLOY.

De ce qui précède, il convient d'actualiser la situation administrative de l'établissement (cf. article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral joint) dont le classement est comme suit :

| Rubrique | Alinéa | Régime | Libellé de la rubrique (activité)   | Nature de l'installation   | Critère de classement                                 | Seuil du critère     | Unité du critère | Volume autorisé | autorisé       |
|----------|--------|--------|---|--|---|----------------------|------------------|-----------------|----------------|
| 2770     | 2      | A      | Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.<br><br>Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement  | Incinération de Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux | -   | -                    | -                | 7 000           | t/an           |
| 2771     |        | A      | Installation de traitement thermique de déchets non dangereux   | Incinération de déchets ménagers                                 | -   | -                    | -                | 78 000          | t/an           |
| 2716     | 2      | DC     | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.  | Mise en balle de déchets   | volume susceptible d'être présent dans l'installation | ≥ 100<br><br>< 1 000 | m <sup>3</sup>   | 999             | m <sup>3</sup> |
| 2910     | A2     | NC     | Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.<br><br>Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes | Groupe électrogène   | Puissance thermique maximale de l'installation        | < 2                  | MW               | 0,55            | MW             |

A : Autorisation DC : déclaration avec contrôle périodique NC: non classé

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

| Rubrique concernée | Désignation des installations  | Description des installations   | Régime |
|--------------------|--|---|--------|
| 3520-a)            | Elimination ou valorisation de déchets dans les installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets :<br><br>Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure. | 2 fours à lit de sable fluidisé d'une capacité unitaire de 5 tonnes/heure à PCI de 10,04 MJ/kg.<br><br>Et<br><br>Capacité maximale annuelle d'incinération de 78 000 tonnes | A      |
| 3520-b)            | Elimination ou valorisation de déchets dans les installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets :<br><br>Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour      | Incinération de DASRI : 7 000 tonnes/an   | A      |

### **III – Demandes de modifications des conditions d'exploiter**

#### **III.1 – Révision des valeurs limites d'émission pour les rejets d'oxydes d'azote (NOx)**

Concernant le paramètre NOx, l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 fixe en son article 3.3.2 :

- la valeur limite en moyenne journalière à 200 mg/Nm<sup>3</sup> par ligne d'incinération ;
- la valeur limite en moyenne semi-horaire à 400 mg/Nm<sup>3</sup> par ligne d'incinération ;
- le flux limite journalier à 213 kg/jour par ligne d'incinération.

Dans le cadre de sa demande formulée par courrier en date du 30 octobre 2013 complétée le 7 janvier 2014, l'exploitant demande une réduction de l'ensemble des seuils d'émission autour du paramètre NOx.

Après avoir réalisé des réglages et essais au sein de l'installation de traitement des NOx par injection d'urée dans la partie haute des fours et vérifié la capacité à maintenir une concentration en moyenne journalière inférieure à 80 mg/Nm<sup>3</sup>, l'exploitant souhaite, par conséquent, revoir à la baisse les seuils d'émission de ce paramètre :

- valeur limite en moyenne journalière demandée : 80 mg/Nm<sup>3</sup> par ligne d'incinération ;
- valeur limite en moyenne semi-horaire demandée : 160 mg/Nm<sup>3</sup> par ligne d'incinération ;
- flux limite journalier évalué suivant la méthodologie émanant de la circulaire ministérielle du 28 février 2011 susmentionnée : 103 kg/jour par ligne d'incinération.

Ces prescriptions ont été reprises à l'article 3.3.2 du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

### **IV – Garanties financières**

Conformément aux dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'environnement et à celles des arrêtés ministériels d'application du 31 mai 2012 modifié, les installations susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux sont désormais soumis à l'obligation de garanties financières.

L'établissement CIDEME est donc soumis à cette obligation, compte tenu de l'exploitation de ses installations de traitement thermique de déchets non dangereux et de DASRI relevant respectivement des rubriques 2770 et 2771.

Par courrier en date du 23 septembre 2013, l'exploitant a transmis à Monsieur le préfet le calcul du montant des garanties financières de son établissement de GIEN-ARRABLOY.

Les hypothèses prises par l'exploitant devant être mises à jour, lors de la prescription du montant des garanties financières par arrêté préfectoral, concernent :

- le taux de TVA désormais applicable est de 20% ;
- la dernière valeur de l'indice public TP01 à prendre en compte est 703,9 (indice de septembre 2013 paru au journal officiel du 31 décembre 2013).

En conséquence, le montant actualisé des garanties financières au regard de ce qui précède, prévues au chapitre 1.9 du projet de prescriptions joint au présent rapport, a été fixé à une valeur de 681 564,228 euros TTC.

La constitution de ces garanties financières doit être réalisée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

#### **V – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées**

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement :

- de réduire les valeurs limites d'émission et flux limite journalier associés au rejet d'oxydes d'azote (NOx) ;
- de prescrire le montant des garanties financières évalué par l'exploitant ;
- de considérer que les activités de transit, regroupement et traitement des mâchefers provenant de l'usine d'incinération de VILLEFRANCHE SUR SAÔNE n'ont et ne seront jamais opérées au sein de l'établissement de GIEN-ARRABLOY ;
- d'abroger les arrêtés préfectoraux existants précédents pour une meilleure lisibilité des exigences auxquelles est soumis l'exploitant.

Un projet d'arrêté préfectoral est joint en ce sens en annexe du présent rapport et doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R 512-31 précité.

L'inspecteur des installations classées,  
Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du LOIRET

Pour le Directeur,

Signé

